

INSTRUCTION

N° 97-106-M0 du 22 octobre 1997

NOR : BUD R 97 00106 J

Texte publié au BOCP

FONDS DE COMPENSATION POUR LA TVA

ANALYSE

Précisions, au regard des règles du FCTVA, sur les comptes M14 -
Schémas budgétaires et comptables du FCTVA dans le cadre de l'intercommunalité.

Date d'application : 01/01/1997

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; COMPTABILITÉ M14 ;
FONDS DE COMPENSATION POUR LA TVA ; GROUPEMENT DE COMMUNES ;
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION INTERCOMMUNAL

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n°94-113-M0 du 24 novembre 1994

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPGR	TPG	DOM	RF	T								

DIFFUSION

GT 55

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction D - Bureau D3

La présente instruction a pour objet de notifier aux comptables la circulaire interministérielle n°3770 relative au Fonds de compensation pour la TVA en date du 28 août 1997.

Ce texte, qui complète la circulaire n°NOR/INT/B/94/00257/C du 23 septembre 1994, fait suite à ma télécopie n°7446 du 29 janvier 1997.

Il apporte notamment des précisions, au regard des règles du FCTVA, sur les comptes de la nouvelle nomenclature comptable M14 qui seront désormais utilisés. Il apporte également toutes les indications utiles à la liquidation des attributions du FCTVA relatives aux dépenses intercommunales réalisées sur le patrimoine des communes membres à compter du 1er janvier 1995 et précise les schémas budgétaires et comptables qui résultent des nouvelles dispositions législatives.

La circulaire interministérielle du 21 novembre 1989 prévoyait que le FCTVA attribué dans le cadre de travaux effectués par un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) éligible au FCTVA, pour le compte d'un tiers lui-même éligible, était versé à l'E.P.C.I. qui réalisait les travaux.

La circulaire du 23 septembre 1994 a rappelé la nécessaire application de la condition de propriété en tant que critère d'éligibilité au FCTVA, en vertu notamment de l'article L 1615-1 du code général des collectivités territoriales. Ainsi, toutes les dépenses engagées à compter du 1er janvier 1995 par un bénéficiaire du fonds tel qu'un EPCI pour le compte et sur le patrimoine d'un autre bénéficiaire du fonds tel qu'une commune membre ouvrent droit désormais au bénéfice du fonds au profit de la collectivité propriétaire de l'investissement et non plus de la personne publique ayant engagé les dépenses par voie de mandat ou dans le cadre de ses compétences.

La loi de finances pour 1997 est venue assouplir cette disposition pour les opérations de voirie ; celles-ci donnent lieu au versement du F.C.T.V.A. à l'E.P.C.I. en lieu et place des communes membres propriétaires (Art. 1615-2, 2ème alinéa, C.G.C.T.).

Ce texte a donc introduit un régime d'exception pour les E.P.C.I. compétents en matière de voirie. Il a, en même temps, clairement précisé que la propriété constituait le critère normal d'éligibilité au FCTVA. Toute modification à cette procédure relève désormais de la loi.

Jusqu'à présent, il était admis que les travaux effectués et financés par un affectataire (ou un établissement bénéficiaire d'une mise à disposition) n'étaient pas retracés dans le budget et la comptabilité de l'affectant ou du remettant. La régularisation des comptes était poursuivie lors du retour du bien dans le patrimoine de son propriétaire, c'est-à-dire en fin d'affectation ou lors de la dissolution de l'E.P.C.I..

Compte tenu des nouvelles dispositions législatives, la circulaire susvisée établit une distinction très nette entre les notions de propriété et de mise à disposition liée au transfert de compétence.

Désormais, hormis le cas de la voirie, le versement du FCTVA doit s'accompagner d'une intégration des travaux dans le patrimoine de la commune affectante suivie aussitôt d'une mise à disposition à l'EPCI.

Cet « aller et retour » pour les besoins du versement du F.C.T.V.A. est une opération sans incidence pour l'un et l'autre des partenaires. Il conduit simplement à retracer, au final, dans le patrimoine de la commune, la part des travaux que celle-ci finance (cette part est très souvent équivalente au F.C.T.V.A. reversé à l'E.P.C.I.).

Ce texte sera prochainement repris dans une circulaire plus générale ayant vocation à faire part aux préfets et aux trésoriers-payeurs généraux des solutions intervenues au cours du dernier exercice budgétaire sur des dossiers relatifs au FCTVA qu'ils sont amenés à connaître régulièrement.

Toute difficulté d'application doit être portée à la connaissance de la Direction sous le timbre du bureau D3.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION D

PIERRE-LOUIS MARIEL

ANNEXE : Circulaire F.C.T.V.A.

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE L'INTERIEUR

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DE L'INDUSTRIE

Paris, le 28 août 1997

CD - 3770

NOR/INT/B/97/00150/C

Le ministre de l'intérieur

Le ministre de l'économie, des finances
et de l'industrie

à

Mesdames et Messieurs les préfets
des régions et départements
Métropole et départements d'outre-mer,
Collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-
Miquelon,

Mesdames et Messieurs les trésoriers-
payeurs généraux.

Objet : Fonds de compensation pour la T.V.A. (F.C.T.V.A.)

Réf. : Circulaire n° NOR/INT/B/94/00257/C du 23 septembre 1994 relative au F.C.T.V.A.
Circulaire n° NOR/FPP/A/96/10010/C du 2 février 1996 relative au F.C.T.V.A.
Circulaire n° NOR/FPP/A/96/10101/C du 3 décembre 1996 relative au F.C.T.V.A.

P.J. : Annexe 1 : Recueil de textes
Annexe 2 : Modèles d'états à communiquer aux bénéficiaires
Annexe 3 : Précisions relatives aux comptes d'immobilisations en M14
Annexe 4 : Schémas d'écritures comptables

Suite au télex n° 00365 du 14 janvier 1997, vous trouverez dans la présente circulaire annuelle d'information toutes les précisions utiles à la liquidation des attributions du F.C.T.V.A.

Cette instruction, qui complète les circulaires citées en référence, a notamment vocation à vous faire part des solutions intervenues au cours du dernier exercice budgétaire sur des dossiers que vous êtes amenés à connaître régulièrement, et doit ainsi contribuer à harmoniser le contrôle d'éligibilité au F.C.T.V.A. sur les points suivants :

- les dépenses réalisées sur le patrimoine d'un tiers bénéficiaire du fonds, particulièrement les dépenses intercommunales réalisées sur le patrimoine des communes membres ;
- les effets de la mise en place de la M14.

ANNEXE (suite)

❶ PRÉCISIONS GÉNÉRALES

Les textes applicables en matière de F.C.T.V.A., comme par exemple l'article 42 de la loi de finances rectificative pour 1988, ont été codifiés dans le code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.). Cette codification n'est que partielle et concerne pour le moment seulement les textes de lois. Il est donc désormais indispensable, dans toute correspondance avec les collectivités, et notamment dans les arrêtés attributifs, de faire référence aux textes codifiés.

Vous trouverez ci-joint, en annexe 1, un recueil des textes qui vous sont nécessaires pour procéder au contrôle et aux attributions du F.C.T.V.A..

❶ CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

Selon les textes applicables, six conditions cumulatives doivent être remplies pour qu'une dépense d'investissement puisse ouvrir droit à une attribution du F.C.T.V.A. :

1. la dépense doit avoir été réalisée par un bénéficiaire du fonds, dont la liste est limitativement fixée par l'article L. 1615-2 du C.G.C.T. ;
2. le bénéficiaire doit être propriétaire de l'équipement pour lequel cette dépense a été engagée, sous réserve des dispositions nouvelles introduites par la loi de finances pour 1997, relatives aux E.P.C.I. (voir infra le point n° 2) ;
3. le bénéficiaire doit être compétent pour agir dans le domaine concerné ;
4. la dépense doit avoir été grevée de T.V.A. ;
5. la dépense ne doit pas être exposée pour les besoins d'une activité assujettie même partiellement à la T.V.A. ;
6. la dépense ne doit pas être relative à un bien cédé ou mis à disposition d'un tiers non bénéficiaire du fonds, sauf lorsque cette mise à disposition n'est que partielle et ne fait pas obstacle, pour le plus grand nombre des usagers potentiels, à la possibilité d'y avoir accès dans des conditions d'égalité caractéristiques du service public.

Je vous précise, en outre, que le montant de chiffre d'affaires au-delà duquel une activité concurrentielle imposable à la T.V.A. est obligatoirement taxée (la franchise en base) a été porté depuis le 1er janvier 1997, de 70 000 francs à 100 000 francs (Article 293-B-I du code général des impôts, modifié par la loi n° 96-314 du 12 avril 1996).

❷ M14 ET F.C.T.V.A. : PRÉCISIONS RELATIVES AU PLAN DE COMPTES

Afin de tenir compte de l'application à compter du 1er janvier 1997 de la nouvelle nomenclature comptable M14, vous trouverez ci-joint, en annexe 3, un commentaire, au regard des règles du F.C.T.V.A., des comptes qui seront désormais utilisés.

ANNEXE (suite)

Plus précisément, sont étudiés les comptes dont les dépenses seront potentiellement inéligibles, susceptibles de poser problème, à exclure définitivement de l'assiette du F.C.T.V.A., etc... Cependant, cette étude ne peut évidemment pas constituer une base légale d'attribution ou de refus du F.C.T.V.A..

③ EVOLUTION DES TAUX DE COMPENSATION

En raison de la modification du taux normal de T.V.A., qui est passé de 18,6 % à 20,6 % depuis le 1er août 1995, et compte tenu de la réfaction applicable à compter de 1997 instituée par la loi de finances pour 1994, le taux forfaitaire de compensation de la T.V.A. évolue comme suit :

	ATTRIBUTIONS 1997	ATTRIBUTIONS 1998
COMMUNAUTES DE COMMUNES ET DE VILLES (F.C.T.V.A. L'ANNEE N)	16,176% Taux de F.C.T.V.A. abaissé de 0,905 point	16,176%
AUTRES BENEFICIAIRES (F.C.T.V.A. L'ANNEE N + 2)	15,360% Prorata temporis (7 mois à 18,6 % et 5 mois à 20,6 %, le tout moins 0,905 point)	16,176%

④ MODALITÉS D'ATTRIBUTION

Le F.C.T.V.A. repose sur un système déclaratif, ce qui suppose que les collectivités bénéficiaires vous apportent toutes les pièces nécessaires à la réalisation de votre contrôle.

Je vous rappelle par ailleurs que l'attribution du F.C.T.V.A. ne présente aucun caractère d'automatisme. En outre, les conditions d'éligibilité au fonds d'une dépense s'apprécient non pas à la date de réalisation de cette dépense, mais à la date du contrôle par vos services de l'éligibilité au F.C.T.V.A., c'est-à-dire en général deux ans après la réalisation de la dépense, et en fonction de la législation applicable à ce moment (Arrêt Conseil d'Etat, 9 novembre 1988, FOURCADE et autres).

⑤ PRÉVENTION DES CONTENTIEUX

Je vous rappelle que, conformément à l'article R. 104 du code des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel, les délais de recours contentieux ne sont opposables qu'à la condition d'avoir été mentionnés, ainsi que les voies de recours, dans la notification de la décision.

ANNEXE (suite)

Par ailleurs, je vous rappelle que les décisions de refus d'attribution du F.C.T.V.A. doivent être motivées en droit et que la circulaire du 23 septembre 1994 n'est pas opposable aux administrés et ne peut donc servir de base de motivation. Dans le cadre d'un recours contentieux, le défaut de motivation d'une décision administrative est un motif d'annulation de cette décision.

En outre, j'attire votre attention sur les conséquences de la signature de certains contrats, tels que des conventionnements A.P.L., accompagnés de plans de financement incluant le F.C.T.V.A. ou anticipant sur l'attribution d'autres dotations de l'Etat. En effet, si, par la suite, les dépenses concernées ne sont pas éligibles au F.C.T.V.A., la signature de cette convention pourrait constituer une faute de l'Etat, de nature à engager sa responsabilité, car ayant induit en erreur les collectivités quant à la possibilité pour elles de bénéficier de cette dotation.

LES DÉPENSES RÉALISÉES SUR LE PATRIMOINE D'UN TIERS BÉNÉFICIAIRE DU FONDS

La circulaire du 23 septembre 1994 a rappelé la nécessaire application de la condition de propriété en tant que critère d'éligibilité au F.C.T.V.A., en vertu notamment de l'article L. 1615-1 du C.G.C.T..

Par conséquent, toutes les dépenses engagées à compter du 1er janvier 1995 par un bénéficiaire du fonds, par exemple un syndicat, pour le compte et sur le patrimoine d'un autre bénéficiaire du fonds, telle qu'une commune membre, peuvent ouvrir droit au bénéfice du F.C.T.V.A. mais au profit de la collectivité propriétaire de l'investissement, et non plus de la personne publique ayant engagé les dépenses, par voie de mandat ou dans le cadre de ses compétences.

Ce régime pose des difficultés particulièrement en ce qui concerne les dépenses intercommunales réalisées sur le patrimoine des communes membres.

Toutefois, les précisions qui suivent sont valables dans toutes les autres situations, telle que par exemple l'intervention des communes sur le patrimoine du département.

Les E.P.C.I. interviennent très souvent sur le patrimoine de leurs communes membres. Ils peuvent agir de deux façons :

- soit par voie de mandat : ils sont alors en principe intégralement remboursés de leurs frais par les communes dans le patrimoine desquelles sont directement intégrés les travaux réalisés par l'E.P.C.I. mandataire ;
- soit dans le cadre de leurs compétences : ils interviennent alors sur les biens qui ont été mis à leur disposition par leurs communes membres, conformément à l'article L. 1321-1 du C.G.C.T..

ANNEXE (suite)

① LES DIFFICULTÉS D'APPLICATION POUR LES DÉPENSES RÉALISÉES EN 1995 ET 1996**A Pour les collectivités utilisatrices des nomenclatures M11/M12/M51**

Afin de retranscrire l'enrichissement patrimonial de la commune relatif aux dépenses réalisées par l'E.P.C.I. sur le patrimoine de celle-ci, la circulaire n° NOR/INT/B/87/00120/C du 28 avril 1987 (instruction n° 87-64-M11/M12/M51 du 21 mai 1987) prévoyait que l'intégration des travaux dans les comptes du propriétaire était réalisée, à leur achèvement, par une opération d'ordre non budgétaire et n'apparaissait donc pas dans son compte administratif.

Le caractère non budgétaire de cette opération était justifié par le souci d'éviter une double récupération du fonds, dans la mesure où le F.C.T.V.A. était versé à l'E.P.C.I. ayant réalisé les travaux.

Les dispositions de la circulaire du 23 septembre 1994, complétée par la présente instruction et relatives aux modalités de l'attribution du F.C.T.V.A. à la collectivité propriétaire doivent nécessairement prendre effet à compter du 1er janvier 1997, pour la liquidation des attributions relatives aux dépenses 1995.

Il est impossible d'accorder aux syndicats, ou à tout autre bénéficiaire du fonds, un report individuel ou global de la date d'application de ce dispositif, en raison des textes en vigueur et de la nécessaire égalité devant la loi.

Cependant, il apparaît aujourd'hui que dans certains départements, ces dispositions en matière d'opérations réalisées sur le patrimoine d'un tiers bénéficiaire du fonds, décrites au paragraphe 3-2-2-2, pages 39 et 40 de la circulaire n° NOR/INT/B/94/00257/C du 23 septembre 1994 ont entraîné des difficultés d'application s'agissant de leur traitement budgétaire.

En effet, l'intégration des travaux dans le patrimoine communal a continué, conformément au dispositif décrit dans l'instruction comptable précitée de 1987, à donner lieu à une opération d'ordre non budgétaire. Dans ces conditions, l'enrichissement de la commune n'apparaît pas à son compte administratif, ce qui devrait en principe faire obstacle à toute attribution du F.C.T.V.A..

Si tel est le cas de tout ou partie des communes de votre département et afin de pouvoir attribuer néanmoins le F.C.T.V.A. aux communes propriétaires, à compter du 1er janvier 1997, vous trouverez ci-joint, en annexe 2, un formulaire déclaratif à faire remplir pour chaque commune, par l'E.P.C.I. ayant réalisé en 1995 des dépenses qui peuvent ouvrir droit au bénéfice du F.C.T.V.A. pour la commune propriétaire.

Cet état, qui est une récapitulation des dépenses concernées, doit constituer la troisième annexe à l'état n° 1 rempli annuellement par les bénéficiaires du fonds. Chaque E.P.C.I. ayant réalisé de telles dépenses devra donc remplir, pour chacune de ses communes membres, un exemplaire de cette déclaration.

ANNEXE (suite)

Ce formulaire doit être :

- servi par l'ordonnateur (le président de l'E.P.C.I.) en liaison avec le comptable de l'E.P.C.I. et visé par ce dernier ;
- visé par le président de l'E.P.C.I., puis adressé à la commune concernée ;
- visé par le maire de la commune concernée, certifiant que les dépenses en jeu ont bien été effectuées pour le compte et à la demande de la collectivité, et qu'elles ne bénéficient pas de la récupération fiscale de la T.V.A..

Chaque commune vous adressera ce formulaire ainsi complété, en même temps que les autres états déclaratifs. Pour les dépenses similaires réalisées en 1996, le F.C.T.V.A. sera également attribué au vu du même état déclaratif, en 1998.

Par ailleurs, vous préciserez aux E.P.C.I. et à leurs communes membres que la commune ayant bénéficié du F.C.T.V.A. peut verser, par convention, une somme équivalente à cette attribution à l'E.P.C.I. dont elle est membre.

En outre, s'agissant des syndicats, il leur est loisible de calculer les contributions de leurs communes membres sur la base T.T.C. des travaux réalisés sur le patrimoine de ces dernières.

En cas de liquidation du F.C.T.V.A. sur de tels états déclaratifs et afin d'éviter les doubles attributions, vous veillerez tout particulièrement à exclure les dépenses concernées de l'assiette utilisée pour la liquidation du F.C.T.V.A. à l'E.P.C.I., particulièrement s'il s'agit d'une communauté de communes ou de villes.

EXEMPLE

Pour des travaux d'un montant de 30 000^F T.T.C. réalisés en 1995 par un syndicat, le montant de l'attribution du F.C.T.V.A. reçue par la commune sera de : $30000 \times 0,15360 = 4608^F$.

Le schéma de versement d'une somme équivalente à l'attribution du F.C.T.V.A., dans la nouvelle nomenclature comptable M14 est le suivant :

Opération	Commune		E.P.C.I.	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Constatation de la part financée par la commune, de la dette et de la créance et paiement par la commune à l'E.P.C.I.	2423 ¹ : 4 608	16875 ¹ : 4 608	27634 ¹ : 4 608	1027 ¹ : 4 608
	16875 ² : 4 608	44351 : 4 608	44342 : 4 608	27634 ³ : 4 608
	44351 : 4 608	5 : 4 608	5 : 4 608	44342 : 4 608

¹ Opération d'ordre budgétaire

² Opération réelle - Emission d'un mandat

³ Opération réelle - Emission d'un titre de recettes

ANNEXE (suite)

Le schéma ci-dessus permet :

- d'actualiser, dans la comptabilité de la commune et de l'E.P.C.I., la part des travaux réalisés sur les biens mis à disposition de l'E.P.C.I. et qui a été financée par la commune propriétaire ;

et

- de constater l'engagement de versement, par la commune à l'E.P.C.I., d'une somme équivalente au montant du F.C.T.V.A. qu'elle va percevoir et le paiement de cette somme.

En revanche, il n'y aura pas lieu pour cette régularisation, de retracer la remise des travaux par l'E.P.C.I. à la commune, l'intégration de ces travaux dans le patrimoine de cette dernière, et la mise à disposition immédiate du bien à l'E.P.C.I., comme cela sera dorénavant le cas (voir à ce sujet les précisions contenues dans l'annexe 4 à la présente circulaire).

B Pour les collectivités expérimentatrices de la nomenclature M14

Par ailleurs, en comptabilité M14, les conditions d'utilisations des comptes 237 "Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations incorporelles" et 238 "Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles" ont été modifiées à compter du 1er janvier 1997, date de généralisation des nouvelles dispositions budgétaires et comptables.

Tout d'abord, je vous précise, que les dépenses imputées aux comptes 237 et 238 précités sont inéligibles au F.C.T.V.A., comme l'étaient les dépenses imputées au compte 254 en M11/M12 "Avances à des tiers pour opérations d'investissement". Cette exclusion de l'assiette du fonds est justifiée par la possible absence de concordance entre l'inscription de la dépense et l'enrichissement du patrimoine et vaut pour les dépenses réalisées en 1995 et 1996, mais également pour celles qui ont été constatées à compter du 1er janvier 1997.

Par ailleurs, je vous rappelle que pour les années 1995 et 1996, les comptes 237 et 238 enregistraient les avances et acomptes versés à un tiers pour des travaux réalisés dans le cadre d'un mandat ou d'un transfert de compétence, que la réalisation des travaux soit ou non justifiée. Ces avances et acomptes demeuraient au compte 237 ou 238 jusqu'à l'achèvement des travaux ; ils étaient alors directement virés du compte 237 ou 238 à la subdivision intéressée du compte 21 (ou éventuellement du compte 205 pour les logiciels) par des opérations d'ordre non budgétaire.

Dans ces conditions, et comme indiqué précédemment, l'enrichissement de la commune n'apparaît pas à son compte administratif, ce qui devrait en principe faire obstacle à toute attribution du F.C.T.V.A..

Néanmoins, en raison de ce qui précède, pour les dépenses enregistrées au compte 238 et 237 (pour les seuls logiciels) réalisées en 1995, par des collectivités bénéficiaires du fonds expérimentatrices de la M14, et intégrées au compte 21 (ou 205 pour les logiciels) par des opérations d'ordre non budgétaire et sous réserve des conditions habituelles d'éligibilité au fonds, le F.C.T.V.A. est attribué au vu d'un état déclaratif, dont le modèle est joint en annexe 2.

ANNEXE (suite)

Cet état, qui est une récapitulation des dépenses concernées, doit constituer la quatrième annexe à l'état n° 1 rempli annuellement par les bénéficiaires du fonds.

Comme précédemment, ce formulaire doit être servi par l'ordonnateur en liaison avec le comptable de l'E.P.C.I. et visé par chacun d'eux.

|| Pour les dépenses similaires réalisées en 1996, le F.C.T.V.A. sera également attribué au vu du même état déclaratif, en 1998.

A compter du 1er janvier 1997, les comptes 237 et 238 précités enregistrent les avances et acomptes versés sans justification de réalisation des travaux, qu'ils s'agissent de travaux réalisés par l'intermédiaire d'entreprises ou confiés à un tiers bénéficiaire du fonds dans le cadre d'un mandat ou d'un transfert de compétences.

Lors de la production des pièces justifiant la réalisation des travaux, les sommes enregistrées à ces comptes sont alors virées par opération d'ordre budgétaire, du compte 237 ou 238 aux comptes 231 ou 232 ou à la subdivision intéressée du compte 21 si les travaux sont terminés. Les acomptes justifiés par un état de réalisation des travaux sont directement imputés au compte 231 ou 232.

Quoiqu'il en soit, les sommes imputées aux comptes 237 et 238 sont éligibles au F.C.T.V.A., l'enrichissement du patrimoine n'étant pas certain pendant la durée de cette imputation. C'est seulement après le virement aux comptes 231 ou 232 ou à la subdivision intéressée du compte 21 et sous réserve des conditions habituelles d'éligibilité au fonds, que ces dépenses peuvent ouvrir droit à une attribution du F.C.T.V.A..

② Les procédures de versement des sommes équivalentes aux attributions du F.C.T.V.A. pour les dépenses réalisées à compter du 1er janvier 1997

|| Vous trouverez ci-joint les fiches récapitulant les écritures comptables et permettant le reversement du F.C.T.V.A. entre l'E.P.C.I. et chacune de ses communes membres selon le type d'opération qui est réalisé sur le patrimoine de ces communes.

En cas d'opérations réalisées sous mandat, dans un domaine ne relevant pas de la compétence de l'E.P.C.I. et comptabilisées au compte 458, le montant des travaux est facturé toutes taxes comprises à la commune. Dans la comptabilité de celle-ci, la T.V.A. se trouve dès lors comptabilisée avec les travaux soit au compte 237 ou 238 lorsqu'il s'agit d'avances ou d'acomptes non justifiés par un décompte des travaux, soit au compte 231 et/ou 232 lorsque cette justification est produite immédiatement.

Si la commune procède au versement à l'E.P.C.I. d'un acompte équivalent au F.C.T.V.A., la commune débite son compte 238 de ce montant, cette somme venant en crédit du compte 458 de l'E.P.C.I..

|| En ce qui concerne les opérations réalisées par le groupement compétent sur des biens mis à disposition ou affectés, elles font l'objet d'une intégration patrimoniale annuelle pour chacune des communes membres.

ANNEXE (suite)

Par conséquent pendant la réalisation de ces opérations, l'E.P.C.I. comptabilise les dépenses ainsi engagées au compte 2317.

Tous les ans par des opérations d'ordre budgétaire à l'intérieur de la section d'investissement, ces dépenses sont intégrées à la subdivision intéressée du compte 21 de la commune membre, sur la base duquel vous liquiderez le F.C.T.V.A. au profit de cette dernière, sous réserve des conditions habituelles d'éligibilité.

③ Les dépenses intercommunales de voirie réalisées à compter du 1er janvier 1997

Ces dépenses intercommunales doivent être comptablement traitées comme des opérations pour le compte de tiers, c'est-à-dire des opérations sous mandat devant être équilibrées en dépenses et en recettes.

En vertu du second alinéa de l'article L. 1615-2 du C.G.C.T, tel qu'il résulte des dispositions de l'article 33 de la loi de finances pour 1997, le F.C.T.V.A. sera désormais attribué directement à l'E.P.C.I. sur la base des dépenses inscrites au compte 457, en M14. Vous trouverez en annexe 4 (Exemple N° 5, page 7) une fiche détaillant les écritures comptables qui doivent être utilisées dans ce cas.

ANNEXE (suite)

④ DÉTERMINATION DU BÉNÉFICIAIRE DE L'ATTRIBUTION DU F.C.T.V.A. DUE AU TITRE DE DÉPENSES INTERCOMMUNALES

Afin de faciliter votre tâche, s'agissant des dépenses intercommunales, le tableau suivant devrait vous aider à déterminer à qui l'attribution du F.C.T.V.A. doit être versée, en fonction du type de dépense, de la date de la réalisation de cette dépense et du type d'E.P.C.I. l'ayant engagée.

Engagement de la dépense sur le patrimoine des communes membres	Type de dépense d'investissement	Année de réalisation de la dépense				
		1995	1996	1997	1998	1999
Communauté de communes ou de villes	Engagée pour l'exercice de la compétence voirie	Communes en 1997	Communes en 1998	E.P.C.I. en 1997 *	E.P.C.I. en 1998 *	E.P.C.I. en 1999 *
	Engagée pour l'exercice des autres compétences communautaires ou par voie de mandat pour le compte des communes membres	Communes en 1997	Communes en 1998	Communes en 1999	Communes en 2000	Communes en 2001
Syndicat ou district	Engagée pour l'exercice de la compétence voirie	Communes en 1997	Communes en 1998	E.P.C.I. en 1999	E.P.C.I. en 2000	E.P.C.I. en 2001
	Engagée pour l'exercice des autres compétences intercommunales ou par voie de mandat pour le compte des communes membres	Communes en 1997	Communes en 1998	Communes en 1999	Communes en 2000	Communes en 2001

* En vertu de l'article 118 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'aménagement du territoire de la République les communautés de communes et de villes bénéficient en effet du F.C.T.V.A. l'année même de la réalisation des dépenses éligibles

Pour le Ministre et par délégation
Le Directeur de la Comptabilité Publique

Pour le Ministre de l'Intérieur et par délégation
Le directeur général des collectivités locales

Michel GONNET

Michel THENAULT

ANNEXE (suite)

Annexe 1
T.V.A.

Fonds de compensation pour la

Recueil des textes utilisés

ANNEXE (suite)

Extrait du Code général des collectivités territoriales**Partie Législative****Première partie : Dispositions générales****Livre VI : Disposition financières et comptables****Titre Unique****Chapitre V : Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée****Article L. 1615-1**

Les ressources du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée des collectivités territoriales comprennent les dotations budgétaires ouvertes chaque année par la loi et destinées à permettre progressivement le remboursement intégral de la taxe sur la valeur ajoutée acquittée par les collectivités territoriales et leurs groupements sur leurs dépenses réelles d'investissement.

Article L. 1615-2

Les ressources destinées au Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, visé à l'article L. 1615-1, sont réparties entre les régions, les départements, les communes, leurs groupements, leurs régies, les organismes chargés de la gestion des agglomérations nouvelles, les services départementaux d'incendie et de secours, les centres communaux d'action sociale, les caisses des écoles, et le Centre national de la fonction publique territoriale au prorata de leurs dépenses réelles d'investissement telles qu'elles sont définies par décret.

Les établissements de coopération intercommunale bénéficient, en lieu et place des communes membres propriétaires, des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses d'investissement exposées, à compter du 1er janvier 1997, dans l'exercice de leurs compétences relatives à la voirie.

Article L. 1615-3

Lorsqu'une collectivité territoriale, un établissement public ou un groupement a obtenu le bénéfice du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre d'un bien d'investissement et que ce bien est utilisé pour les besoins d'une activité qui par la suite, est soumise à cette taxe, il est tenu au reversement à l'Etat d'un montant égal à la taxe afférente à ce même bien dont il a pu opérer la déduction en application des règles prévues pour les personnes qui deviennent redevables de la taxe sur la valeur ajoutée.

Article L. 1615-4

Lorsqu'une collectivité territoriale, un établissement public ou un groupement utilise un bien d'investissement pour les besoins d'une activité qui cesse d'être soumise à la taxe sur la valeur ajoutée, il peut obtenir un versement au titre de Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée égal à la fraction de la taxe afférente à ce même bien qu'il a été tenu de reverser en application des règles prévues pour les personnes qui cessent de réaliser des opérations ouvrant droit à déduction.

ANNEXE (suite)

Article L. 1615-5

A compter du 1er janvier 1980, les sommes versées par le Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée sont inscrites à la section d'investissement du budget de la collectivité, de l'établissement ou de l'organisme bénéficiaire.

Toutefois, à titre exceptionnel et dans la mesure où elles excèdent le total des dépenses figurant à la section d'investissement, elles peuvent être inscrites à la section de fonctionnement desdits budgets pour assurer le paiement des intérêts afférents aux emprunts souscrits par la collectivité, l'établissement ou l'organisme bénéficiaire.

Article L. 1615-6

Jusqu'en 1996, les attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée sont déterminées en appliquant aux dépenses réelles d'investissement définies par décret en Conseil d'Etat, un taux de compensation forfaitaire de 15,682 p. 100. Le taux est fixé à 15,360 p. 100 en 1997 et à 16,176 p. 100 à compter de 1998.

Un taux de compensation forfaitaire de 17,081 p. 100 est applicable aux dépenses d'investissement éligibles réalisées par les communautés de communes et les communautés de villes pendant les mois d'août 1995 à décembre 1996. A compter de 1997, le taux applicable est de 16,176 p. 100.

Article L. 1615-7

Les immobilisations cédées ou mises à disposition au profit d'un tiers ne figurant pas au nombre des collectivités ou établissements bénéficiaires du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée ne peuvent donner lieu à une attribution dudit fonds.

Toutefois, constituent des opérations ouvrant droit à une attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée les constructions mises en chantier, acquises à l'état neuf ou ayant fait l'objet d'une rénovation en 1992 ou en 1993, pour lesquelles les travaux sont achevés au plus tard le 31 décembre 1995 :

a) Affectées à l'usage de gendarmerie et appartenant à une collectivité territoriale ;

b) Affectées à l'habitation principale, dans les conditions suivantes :

- les constructions appartiennent à une commune ou à un groupement de communes situés en dehors d'une agglomération urbaine ;
- la population de la commune sur le territoire de laquelle sont érigées les constructions est inférieure à 3 500 habitants ;
- les constructions sont érigées sur le territoire de la commune ou du groupement de communes auxquels elles appartiennent et ne regroupent pas plus de cinq logements
- les constructions font l'objet d'un conventionnement par l'Etat ;

ANNEXE (suite)

c) Données en gestion par des communes de moins de 3 500 habitants à des organismes à but non lucratif et destinées au tourisme social.

Article L. 1615-8

La population à prendre en compte pour l'application du *b* et du *c* de l'article L. 1615-7 est celle qui résulte des recensements généraux ou complémentaires.

Article L. 1615-9

Les modalités de remboursement des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée par les collectivités locales ou les établissements bénéficiaires dudit fonds sont définies par décret en Conseil d'Etat.

Article L. 1615-10

Les subventions spécifiques de l'Etat calculées sur un montant hors taxe ne sont pas déduites des dépenses réelles d'investissement prises en compte pour le calcul des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée

Textes non codifiés

Article 49 de la loi n° 86-972 du 19 août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales Publié au J.O. du 22 août 1986, p. 10 190

I - Le paragraphe II de l'article 14 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 précitée est complété par les alinéas suivants :

"Pour la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations ainsi que l'équipement de ces établissements, le département peut confier à l'Etat, dans les conditions définies par les articles 3 et 5 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'oeuvre privée, l'exercice, en son nom et pour son compte, de tout ou partie de certaines attributions de la maîtrise d'ouvrage".

"Dans ce cas, le département bénéficie du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses d'investissement correspondantes".

II - Le paragraphe III de l'article 14 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 précitée est complété par les alinéas suivants :

"Pour la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations ainsi que l'équipement de ces établissements, la région peut confier à l'Etat, dans les conditions définies par les articles 3 et 5 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 précitée, l'exercice, en son nom et pour son compte, de tout ou partie de certaines attributions de la maîtrise d'ouvrage".

ANNEXE (suite)

"Dans ce cas, la région bénéficie du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses d'investissement correspondantes".

**Article 46 de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986
portant loi de finances pour 1987
Publié au J.O. du 31 décembre 1986, p. 15 820**

I - Le paragraphe II de l'article 14 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat est complété par un alinéa ainsi rédigé :

"Le département bénéficie également du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des subventions d'investissement qu'il verse aux établissements publics locaux d'enseignement qui lui sont rattachés, en vue de la construction, la reconstruction, l'extension et les grosses réparations de ces établissements".

II - Le paragraphe III de l'article 14 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 précitée est complété par un alinéa ainsi rédigé :

"La région bénéficie également du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des subventions d'investissement qu'elle verse aux établissements publics locaux d'enseignement et aux établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole qui lui sont rattachés, en vue de la construction, la reconstruction, l'extension et les grosses réparations de ces établissements".

**Article 18 de la loi n° 90-587 du 4 juillet 1990
relative aux droits et obligations de l'Etat et des départements concernant les instituts
universitaires de formation des maîtres (IUFM), à la maîtrise d'ouvrage de constructions
d'établissements d'enseignement supérieur et portant diverses dispositions relatives à
l'éducation nationale, à la jeunesse et aux sports
Publié au J.O. du 11 juillet 1990, p. 8 171**

"Dans le respect de la carte des formations supérieures instituée par l'article 19 de la loi N° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur, l'Etat peut confier aux collectivités territoriales ou à leurs groupements la maîtrise d'ouvrage de constructions ou d'extensions d'établissements d'enseignement supérieur relevant du ministre de l'éducation nationale ou du ministre de l'agriculture.

A cette fin, l'Etat conclut une convention avec la collectivité territoriale ou le groupement intéressé ; cette convention précise notamment le lieu d'implantation du ou des bâtiments à édifier, le programme technique de construction et les engagements financiers des parties.

Ces engagements ne peuvent porter que sur les dépenses d'investissements et tiennent compte, le cas échéant, des apports immobiliers des collectivités territoriales.

Les collectivités territoriales ou leurs groupements bénéficient du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses exposées en application du premier alinéa du présent article.

ANNEXE (suite)

La perte de recette résultant du prélèvement sur les ressources de l'Etat au profit du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée est compensée, à due concurrence, par une majoration de la taxe prévue aux articles 574 et 575 A du code général des impôts."

**Article 118 de la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative
à l'aménagement du territoire de la République
Publiée au J.O. du 8 février 1992, p 2064**

"Pour ce qui concerne les communautés de villes et les communautés de communes, les dépenses réelles d'investissement à prendre en considération au titre du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée sont celles afférentes à l'exercice en cours."

**Décret en Conseil d'Etat n° 89-645 du 6 septembre 1989 portant application des
dispositions de l'article 42 de loi n° 88-1193 du 29 décembre 1988 et relatif au fonds de
compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, modifié par le décret en Conseil d'Etat
n° 93-729 du 29 mars 1993**

**Publié au JO 12 septembre 1989
Publié au JO du 30 mars 1993**

Article 1er

I - Les dépenses réelles d'investissement des collectivités territoriales et des établissements publics autres que les communautés de villes et les communautés de communes ouvrant droit aux attributions du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée en vertu de l'article 42-I de la loi n° 88-1193 du 29 décembre 1988 (*Article L 1615-6 du C.G.C.T.*) sont, sous réserve des dispositions prévues aux articles 2 et 3 du présent décret, les dépenses comptabilisées à la section d'investissement du compte administratif principal et de chacun des comptes administratifs à comptabilité distincte des collectivités ou établissements mentionnés à l'article 54-II de la loi du 29 décembre 1976 susvisée (*Article L 1615-2 du C.G.C.T.*), au titre :

1- Des immobilisations et immobilisations en cours, y compris les dépenses d'immobilisations réalisées pour le compte des collectivités et établissements par des mandataires légalement autorisés;

2- Des fonds de concours versés à l'Etat en sa qualité de maître d'ouvrage des travaux sur les monuments classés

II - Les dépenses réelles d'investissement des communautés de villes et les communautés de communes ouvrant droit aux attributions du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée en vertu de l'article 42-I de la loi n° 88-1193 du 29 décembre 1988 (*Article L 1615-6 du C.G.C.T.*) sont, sous réserve des dispositions prévues aux articles 2 et 3 du présent décret, les dépenses comptabilisées à la section d'investissement telles qu'elles ressortent des états de mandatement, compte tenu des annulations de mandat et des éventuelles cessions de biens au titre :

1- Des immobilisations et immobilisations en cours, y compris les dépenses d'immobilisations réalisées pour le compte des collectivités et établissements par des mandataires légalement autorisés;

ANNEXE (suite)

2- Des fonds de concours versés à l'Etat en sa qualité de maître d'ouvrage des travaux sur les monuments classés

Article 2

Ne figurent pas au nombre des dépenses réelles d'investissement ouvrant droit aux attributions du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée :

1- Les dépenses concernant les immobilisations utilisées pour la réalisation d'opérations soumises à la taxe sur la valeur ajoutée, sauf si elles sont exclues du droit à déduction de cette taxe par application de l'article 273-2 du code général des impôts;

2- Les dépenses exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée à l'exception de celles mentionnées aux articles 294 à 296 du code général des impôts;

3- Les travaux réalisés pour le compte de tiers;

4- Les dépenses concernant les biens concédés ou affermés dans les conditions prévues à l'article 216 ter de l'annexe II du code général des impôts.

Article 3

Les dépenses réelles d'investissement mentionnées à l'article 1er ci-dessus sont nettes de subventions spécifiques versées par l'Etat lorsque ces subventions ont été calculées taxe sur la valeur ajoutée incluse.

Article 4

I - Les dépenses réelles d'investissement des collectivités territoriales et des établissements publics autres que les communautés de villes et les communautés de communes définies aux articles 1er, 2 et 3 ci-dessus, à prendre en considération pour la répartition au titre d'une année déterminée sont celles afférentes à la pénultième année.

II - Les dépenses réelles d'investissement des communautés de villes et des communautés de communes, telles que définies aux articles 1er, 2 et 3, à prendre en considération pour la répartition du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, sont celles afférentes à l'exercice en cours.

Article 5

Le remboursement mentionné au III de l'article 42 de la loi de finances rectificative pour 1988 modifiée (*Article L 1617-7 du C.G.C.T.*) est opéré dans les conditions suivantes :

1- Lorsqu'il s'agit d'immeubles cédés ou mis à disposition avant le commencement de la neuvième année qui suit celle de leur acquisition ou de leur achèvement, la collectivité ou l'établissement bénéficiaire reverse une fraction de l'attribution initiale diminuée d'un dixième par année civile ou fraction d'année civile écoulée depuis la date à laquelle l'immeuble a été acquis ou achevé;

ANNEXE (suite)

2- Lorsqu'il s'agit de biens mobiliers cédés ou mis à disposition avant la quatrième année qui suit celle de leur acquisition, la diminution est d'un cinquième au lieu d'un dixième par année civile ou fraction d'année civile.

Article 6

I- Les collectivités et établissements bénéficiaires du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée autres que les communautés de villes et les communautés de communes tiennent des états annuels des dépenses mentionnées à l'article 2, des subventions spécifiques de l'Etat calculées taxe sur la valeur ajoutée incluse ainsi que des cessions et des mises à disposition mentionnées à l'article 5, qu'elles réalisent.

Ces états sont joints aux demandes d'attribution du fonds.

II- les communautés de villes et les communautés de communes bénéficiaires du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée tiennent des états de mandatement trimestriels des dépenses mentionnées à l'article 2 du présent décret, des subventions spécifiques de l'Etat calculées taxe sur la valeur ajoutée incluse ainsi que des cessions et des mises à disposition mentionnées à l'article 5, qu'elles réalisent.

Ces états sont joints aux demandes d'attribution du fonds.

Décret en Conseil d'Etat n° 94-655 du 27 juillet 1994 relatif au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée

Publié au JO du 30 juillet 1994

Article 1er

Les opérations visées au deuxième alinéa de l'article du III de l'article 42 de la loi de finances rectificative modifiée pour 1988 (*Article L 1615-7 du C.G.C.T.*) sont éligibles au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée dans les conditions déterminées ci après :

1° La date de mise en chantier des constructions concernées est celle du commencement effectif des travaux établie par la collectivité bénéficiaire.

La date à prendre en compte pour l'achèvement des travaux portant sur ces constructions est celle de la réception des travaux par la collectivité bénéficiaire.

2° Les constructions visées au b du III de l'article 42 de la loi de finances rectificative pour 1988 modifiée (*Article L 1615-7 du C.G.C.T.*) peuvent faire partie d'une opération comportant à la fois des logements et des locaux affectés à un usage autre que le logement.

Ces constructions doivent appartenir à une commune ou à un groupement situés en dehors d'une agglomération telle que définie à l'article L. 234-13 (I,1°) du code des communes (*Article L 2334-21 1° du C.G.C.T.*).

ANNEXE (suite)

Elles doivent avoir fait l'objet d'une convention conclue avec l'Etat en application des 2° et 3° de l'article L 351-2 du code de la construction et de l'habitation.

3° Les immobilisations mentionnées au c du III de l'article 42 de la loi de finances rectificative pour 1988 modifiée (*Article L 1615-7 du C.G.C.T.*) doivent être données en gestion à des organismes à but non lucratif qui déclarent répondre aux conditions de l'exonération de la taxe à la valeur ajoutée exposée à l'article 261-7 (1°,b) du code général des impôts.

4° Pour l'application du troisième alinéa du III de l'article 42 de la loi de finances rectificative pour 1988 modifiée (*Article L 1615-8 du C.G.C.T.*) la population prise en compte est celle constatée au 1er Janvier de l'année où commence l'opération . La population résultant des recensements complémentaires est prise en compte dans les conditions fixées à l'article R 234-2 du code des communes.

ANNEXE (suite)

Annexe 2

Fonds de compensation pour la T.V.A.

Modèles d'états à communiquer aux bénéficiaires

ANNEXE (suite)

Les collectivités et établissements bénéficiaires du fonds doivent vous adresser l'ensemble des états ci-joints. Chacun des états produits par la collectivité doit être certifié conforme par l'ordonnateur.

Etat N°1 - Dépenses réelles d'investissement ouvrant droit au F.C.T.V.A.

La première partie de cet état (A) reprend la totalité des dépenses inscrites aux comptes 21 et 23 et au compte 205 dans la M. 4 et M. 14 pour les seules dépenses de logiciels des comptes administratifs correspondant à l'exécution du budget principal et des budgets annexes (à l'exclusion des budgets annexes dont les opérations sont assujetties à la T.V.A.).

La deuxième partie de cet état (B) vise les dépenses éligibles au F.C.T.V.A. de par leur nature mais qui ne sont pas imputées aux comptes 21 et 23. Les dépenses visées en B et C doivent être justifiées par des états complémentaires certifiés par l'ordonnateur.

La totalisation A et B donne le montant des dépenses potentiellement éligibles au F.C.T.V.A..

La troisième partie (C) reprend les dépenses à déduire du montant de ces dépenses potentiellement éligibles au F.C.T.V.A. détaillées sur les états n° 2 et 3.

① Annexe 1 à l'état N° 1 - Nature des dépenses réelles d'investissement éligibles au F.C.T.V.A.

Ce formulaire constitue l'ensemble des dépenses réelles d'investissement qui vont bénéficier du F.C.T.V.A.. Il est donc indispensable, pour un meilleur contrôle possible de l'éligibilité des dépenses, qu'il soit correctement rempli par les bénéficiaires.

Cette annexe doit indiquer précisément les comptes et articles d'imputation de la dépense, le libellé précis des opérations, les modalités de gestion du service auquel est affecté l'équipement (délégation de service public, régie, marché de prestation,...). Elle doit également mentionner la destination du bien, c'est-à-dire l'activité pour laquelle il est utilisé ou le service auquel il est affecté. Enfin, la page d'inscription de la dépense au compte administratif et son montant doivent également être indiqués.

La distinction du montant H.T. et du montant T.T.C. est uniquement destinée à vous permettre d'exclure rapidement les dépenses qui n'ont pas été grevées de T.V.A..

② Annexe 2 à l'état N° 1 - Certification des opérations sous mandat éligibles au F.C.T.V.A. ayant fait l'objet d'un transfert aux comptes 21 ou 23

Les opérations sous mandat donnent lieu à des opérations d'ordre dans les comptes de la collectivité mandante :

- 1• Les sommes versées par les collectivités locales aux mandataires sont inscrites au compte 254 (comptes 237 ou 238 en M 14 et M 4) "Avances à des tiers" pour des opérations d'investissement du budget des collectivités locales ;

ANNEXE (suite)

- 2• Le montant des dépenses exposées au cours d'un exercice par l'organisme mandataire est inscrit chaque année en fin d'exercice au compte 21 ou 23 de la collectivité locale ou de l'établissement mandant sans attendre la réception provisoire ou définitive des travaux.
- 3• En contrepartie de ces dépenses, il est constaté une recette budgétaire d'ordre au compte 254 susvisé. Si l'avance versée est inférieure au montant des travaux intégrés, la différence est portée au compte 181 (compte 168 en M 14 et M 4) "Dettes pour travaux devant être réglées en plusieurs exercices". Enfin, si aucune avance n'a été versée, la contrepartie des travaux intégrés est pour sa totalité portée au compte 181.

Ces tranches annuelles donnent lieu à un recensement par l'organisme qui les a réalisées. Elles font l'objet d'un état qui doit être produit avant le 31 janvier de chaque année. L'annexe 2 est donc un modèle de certification, qui récapitule les dépenses concernées.

Cette annexe doit être :

- visée par le représentant de l'organisme mandataire ;
- certifiée, soit par le comptable de cet organisme, soit par chacun des commissaires aux comptes qui attestent la réalité des paiements ;
- visée par le maire ou le président de l'organe délibérant de la collectivité mandante, certifiant que les dépenses concernées ont bien été effectuées pour le compte et à la demande de la collectivité, à titre onéreux, et qu'il ne donne pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA.

Les attributions du FCTVA sont calculées sur la base des tranches annuelles des opérations imputées aux comptes 21 ou 23 de la collectivité mandante et non sur les sommes versées à l'organisme mandataire et inscrites aux comptes 18 ou 254.

③ Annexe 3 à l'état N° 1 - Certification des opérations réalisées par un établissement public de coopération intercommunale sur le patrimoine de ses communes membres opérations éligibles au F.C.T.V.A. ayant fait l'objet d'un transfert au compte 21 ou 23 de la commune par une opération d'ordre non budgétaire

Cet état est une récapitulation des dépenses réalisées en 1995 par des groupements de collectivités, dans le cadre de leurs compétences et sur le patrimoine de leurs communes membres. La circulaire du 23 septembre 1994 a rappelé la nécessaire application de la condition de propriété en tant que critère d'éligibilité au F.C.T.V.A., en vertu notamment de l'article L. 1615-1 du C.G.C.T..

Par conséquent, toutes les dépenses engagées à compter du 1er janvier 1995 par un bénéficiaire du fonds, dans le cadre de ses compétences, sur le patrimoine d'un autre bénéficiaire du fonds, ouvrent droit au bénéfice du F.C.T.V.A. au profit de la collectivité propriétaire de l'investissement.

Cependant, dans certains départements, l'intégration des travaux dans le patrimoine communal a continué, conformément au dispositif décrit dans l'instruction comptable n° NOR/INT/B/87/00120/C du 28 avril 1987 (instruction n° 87-64-M11/M12/M51 du 21 mai 1987), à donner lieu à une opération d'ordre non budgétaire. Dans ces conditions, l'enrichissement de la commune n'apparaît pas à son compte administratif, ce qui devrait en principe faire obstacle à toute attribution du F.C.T.V.A..

ANNEXE (suite)

L'annexe 3 constitue la récapitulation des dépenses ainsi réalisées et éligibles au F.C.T.V.A..

Chaque E.P.C.I. ayant réalisé de telles dépenses devra donc remplir, pour chacune de ses communes membres, un exemplaire de cette déclaration.

Ce formulaire doit être :

- servi par l'ordonnateur (le président de l'E.P.C.I.) en liaison avec le comptable de l'E.P.C.I. et visé par ce dernier ;
- visé par le président de l'E.P.C.I., puis adressé à la commune concernée ;
- visé par le maire de la commune concernée, certifiant que les dépenses en jeu ont bien été effectuées pour le compte et à la demande de la collectivité, et qu'elles ne bénéficient pas de la récupération fiscale de la T.V.A..

④ Annexe 4 à l'état N° 1 - Certification des opérations réalisées par la collectivité expérimentatrice de la nomenclature M14, éligibles au F.C.T.V.A. et ayant fait l'objet d'un transfert du compte 237 ou 238 au compte 21 ou 23 de la commune par une opération d'ordre non budgétaire

Pour les collectivités expérimentatrices de la M14, en 1995 et 1996, les comptes 237 et 238 enregistraient les avances et acomptes versés à un tiers pour des travaux réalisés dans le cadre d'un mandat ou d'un transfert de compétence, que la réalisation des travaux soit ou non justifiée.

Ces avances et acompte demeuraient au compte 237 ou 238 jusqu'à l'achèvement des travaux ; ils étaient alors directement virés du compte 237 ou 238 à la subdivision intéressée du compte 21 (ou éventuellement du compte 205 pour les logiciels) par des opérations d'ordre non budgétaire.

Dans ces conditions, et comme indiqué précédemment, l'enrichissement de la commune n'apparaît pas à son compte administratif, ce qui devrait en principe faire obstacle à toute attribution du F.C.T.V.A.. En effet les dépenses imputées aux comptes 237 et 238 précités sont inéligibles au F.C.T.V.A., car s'agissant d'avances et acomptes sur commandes l'enrichissement du patrimoine n'est pas certain, il s'agit d'une prévision et d'une dérogation à la règle du service fait.

L'annexe 4 récapitule les dépenses réelles d'investissement qui vont bénéficier du F.C.T.V.A., de façon déclarative. Il est donc indispensable, pour un meilleur contrôle possible de l'éligibilité des dépenses, qu'elle soit correctement remplie par les bénéficiaires.

Cette annexe doit indiquer précisément les comptes et articles d'imputation de la dépense, le libellé précis des opérations, les modalités de gestion du service auquel est affecté l'équipement (délégation de service public, régie, marché de prestation,...). Elle doit également mentionner la destination du bien, c'est-à-dire l'activité pour laquelle il est utilisé ou le service auquel il est affecté. Enfin, la page d'inscription de la dépense au compte administratif et son montant doivent également être indiqués.

La distinction du montant H.T. et du montant T.T.C. est uniquement destinée à vous permettre d'exclure rapidement les dépenses qui n'ont pas été grevées de T.V.A..

ANNEXE (suite)

Etat n° 2 - Opérations de l'exercice à exclure du F.C.T.V.A.

Cet état reprend :

- 1• le montant des dépenses n'ayant pas donné lieu à paiement de T.V.A. tels que les achats de terrains nus, par exemple ;
- 2• le montant des opérations concernant les opérations ponctuelles assujetties à la T.V.A. autres que les opérations concernant des budgets annexes assujettis à la T.V.A. non compris dans l'état n° 1 ;
- 3• le montant des dépenses d'investissement relatives à des biens mis à disposition ;
- 4• le montant des frais de personnel inclus dans l'écriture de transfert des travaux en régie (recette au compte 782 et dépense de même montant au compte 21 ou 23) ;
- 5• le montant des dépenses dont la collectivité a assuré la maîtrise d'ouvrage mais qui n'entrent pas dans sa compétence, c'est à dire les opérations réalisées par voie de mandat.

Autres états déclaratifs

L'état n° 3 relate l'origine et l'objet des subventions d'Etat qui doivent être déduites des dépenses éligibles.

L'état n° 4 est destiné à déterminer le montant de F.C.T.V.A. à reverser par la collectivité au titre des immobilisations cédées ou mises à disposition de tiers non bénéficiaires du F.C.T.V.A. lorsque cette cession ou cette mise à disposition intervient ou est décidée après l'attribution du F.C.T.V.A..

L'état n° 5 a le même objet pour ce qui concerne les opérations nouvellement imposables au F.C.T.V.A..

L'état n° 6 permet de déterminer le montant du F.C.T.V.A. complémentaire à recevoir par la collectivité au titre des opérations sortant du régime de la T.V.A..

ANNEXE (suite)

ETAT N°1

FONDS DE COMPENSATION POUR LA T.V.A. - ANNEE 199

Dépenses réelles d'investissement inscrites au compte administratif 199

Commune ou établissement bénéficiaire : _____

		Montant
A Total des comptes 21, 23 et 205	BUDGET PRINCIPAL	
	BUDGETS ANNEXES	
TOTAL A		
B	A/ FONDS DE CONCOURS SUR MONUMENTS CLASSES	
	B/ SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT VERSEES PAR LE DEPARTEMENT OU LA REGION AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX D'ENSEIGNEMENT	
	C/ TRAVAUX CONNEXES AU REMEMBREMENT déduction faite, le cas échéant, de la participation financière d'un tiers non éligible.	
TOTAL B		
TOTAL DES DEPENSES TOTAL A + B		
C	DEPENSES A DEDUIRE	• Etat n° 2
		• Etat n° 3
TOTAL C		
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES TOTAL (A + B - C)		

Cachet de la collectivité

Certifié exact
Fait à, _____ le
Le maire ou le président,

ANNEXE (suite)

ANNEXE 1 À L'ÉTAT N°1

Nature des dépenses réelles d'investissement éligibles au F.C.T.V.A.

Compte et article	Libellé précis des opérations : travaux, achats,...	Modalité de gestion du service : délégation de service public, régie, marché...	Destination du bien et utilisateur principal	Page au compte administratif	Montant	
					H.T.	T.T.C.
Cachet de la collectivité ou du syndicat				TOTAL T.T.C. (à reporter à l'état n° 1)		

Fait à , le

ANNEXE (suite)

ANNEXE 2 À L'ÉTAT N°1

Certification des opérations sous mandat éligibles au F.C.T.V.A.
ayant fait l'objet d'un transfert au compte 21 ou 23

Nature de l'opération : travaux, achats,...	Organisme mandataire	Nom et visa du Président du mandataire	Nom du comptable du mandataire	Nom du commissaire aux comptes du mandataire	Montant

Le Maire (ou le Président) certifie que les travaux visés ci-dessus ont été effectués à la demande de la commune pour son compte, et qu'ils ne donneront pas lieu par ailleurs à récupération de la T.V.A..

Fait à _____, le _____

ANNEXE (suite)

ANNEXE 3 À L'ÉTAT N°1

Certification des opérations réalisées par un établissement public de coopération intercommunale sur le patrimoine de ses communes membres

Opérations éligibles au F.C.T.V.A. ayant fait l'objet d'un transfert au compte 21 ou 23 de la commune par une opération d'ordre non budgétaire

Nature de l'opération : travaux, achats,...	Etablissement public de coopération intercommunale (E.P.C.I.)	Nom et visa du Président de l'E.P.C.I.	Nom du comptable de l'E.P.C.I.	Montant

Le comptable certifie que les opérations visées ci-dessus sont conformes à sa comptabilité

Fait à , le

Le Maire certifie que les travaux visés ci-dessus ont été effectués à la demande de la commune pour son compte, et qu'ils ne donneront pas lieu par ailleurs à récupération de la T.V.A..

Fait à , le

Certification des opérations réalisées par la collectivité expérimentatrice de la nomenclature M14

Opérations éligibles au F.C.T.V.A. ayant fait l'objet d'un transfert
du compte 237 ou 238 au compte 21 ou 23 de la commune par une opération d'ordre non budgétaire

Compte et article	Libellé précis des opérations : travaux, achats	Modalité de gestion du service : délégation de service public, régie, marché...	Destination du bien et utilisateur principal	Montant	
				H.T.	T.T.C.
			TOTAL (à reporter sur l'état N° 1)	T.T.C.	

Le comptable certifie que les opérations visées ci-dessus
sont conformes à sa comptabilité

Fait à _____, le _____

Le Maire certifie que les travaux visés ci-dessus ont été effectués à la demande de la commune pour son compte, et qu'ils ne donneront pas lieu par ailleurs à récupération de la T.V.A..

Fait à _____, le _____

Cachet de la collectivité

ANNEXE (suite)

ÉTAT N°2

Opérations réalisées par la collectivité en 199 , inscrites au compte administratif 199 , exclues du F.C.T.V.A.

Dépenses non grevées de T.V.A.			
Travaux hors-taxa effectués par des syndicats intercommunaux :			
Syndicats	Opérations	Montants	Page du compte administratif
Travaux hors-taxa effectués par les services de l'Equippement :			
	Opérations	Montants	Page du compte administratif
Autres dépenses hors-taxa : (achat de matériel d'occasion, de terrain H.T. ou de frais de personnel inclus dans les travaux d'investissement exécutés en régie,...)			
	Opérations	Montants	Page du compte administratif

Dépenses réalisées pour les besoins d'une activité assujettie à la T.V.A., de plein droit ou sur option		
Les dépenses inscrites ci-dessous ont été ou vont faire l'objet d'une récupération de la T.V.A. par la voie fiscale		
Opérations	Montants	Page du compte administratif

Voir page suivante

ANNEXE (suite)

Travaux réalisés sur le patrimoine de tiers non-bénéficiaires du F.C.T.V.A.			
Tiers	Opérations	Montants	Page du compte administratif

Dépenses concernant les biens concédés ou affermés dans les conditions prévues par l'article 216 ter du code général des impôts (Article 2-4 du décret du 6 septembre 1989)			
Travaux hors-taxa effectués par des syndicats intercommunaux :			
Concessionnaire ou fermier	Opérations	Montants	Page du compte administratif

Opérations concernant l'enseignement supérieur, n'ayant pas fait l'objet d'une maîtrise d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi du 4 juillet 1990)			
Opérations	Montants	Page du compte administratif	

Dépenses concernant des biens mis à disposition de tiers non-bénéficiaires du F.C.T.V.A.			
Tiers	Opérations	Montants	Page du compte administratif

Cachet de la collectivité

TOTAL DES DEPENSES EXCLUES
A reporter sur l'état n° 1

Certifié exact
Fait à _____ le _____
Le maire ou le président,

Subventions spécifiques de l'Etat perçues par la collectivité en 199

Du montant total des subventions spécifiques versées par l'Etat, isoler le montant total de celles calculées T.T.C. :

Cachet de la collectivité

--

Certifié exact
Fait à _____ le _____
Le maire ou le président,

ANNEXE (suite)

ÉTAT N°4

Reversement des attributions de F.C.T.V.A. en cas de cessions ou de mises à disposition d'immobilisations à un tiers non bénéficiaire du fonds
(Article 5 du décret N° 89-645 du 6 septembre 1989)*

Cessions d'immobilisations					
Désignation du bien	Date de l'acquisition	Valeur d'achat ou coût de réalisation	Date de la cession	Désignation de l'acquéreur	Montant du F.C.T.V.A. perçu
<u>IMMOBILIER</u>					
-					
<u>MOBILIER</u>					
-					

Mises à disposition d'immobilisations					
Désignation du bien	Date de l'acquisition	Valeur d'achat ou coût de réalisation	Date de la cession	Désignation de l'acquéreur	Montant du F.C.T.V.A. perçu
<u>IMMOBILIER</u>					
<u>MOBILIER</u>					

* Le montant du F.C.T.V.A. à reverser sera calculé par les services préfectoraux conformément à l'article 5 du décret du 6 septembre 1989.

Cachet de la collectivité

Certifié exact

Fait à _____ le _____
Le maire ou le président,

ANNEXE (suite)

ETAT N°5

Opérations nouvellement imposables à la T.V.A. - Calcul du montant de F.C.T.V.A. à reverser

EXEMPLE

Prix de construction d'un immeuble à usage de bureaux achevé le 1er mars 1989 :

Prix hors taxe	1 000 000 F
Taxe sur la valeur ajoutée	186 000 F
Prix toutes taxes comprises	1 186 000 F

L'immeuble nu à usage professionnel est donné en location par la collectivité à une personne éligible au fonds. La location nue est exonérée de la T.V.A.. Si la location n'est pas effectuée au profit d'une personne éligible au fonds, le cas ne s'applique pas, car il n'y aura pas pu y avoir de versement de F.C.T.V.A..

La collectivité locale opte pour l'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée de son activité de location nue à compter du 1er janvier 1993.

		A	B	C	D = C - B
Montant de l'investissement T.T.C.	Montant de l'investissement H.T.	T.V.A. correspondante	Crédit de départ (1)	Dotation du fonds de compensation reçue	F.C.T.V.A. à reverser
1 186 000	1 000 000	186 000	111 600	186 000	111 600

(1) $186\,000 \times 6/10 = 111\,600$

Les 6/10ème correspondant aux dixièmes restant à courir compte tenu du nombre d'années ou fractions d'année civile durant lesquelles l'immeuble a été utilisé pour les besoins d'une activité non soumise à la T.V.A. pendant quatre ans (1989-1990-1991-1992).

ANNEXE (suite)

ETAT N°6

Opérations sortant du régime de la T.V.A. - Calcul du montant de F.C.T.V.A. à recevoir

EXEMPLE

Prix de construction d'une station d'épuration achevée le 1er mars 1989 :

Prix hors taxe	1 000 000 F
Taxe sur la valeur ajoutée	<u>186 000 F</u>
Prix toutes taxes comprises	1 186 000 F

La collectivité locale dénonce l'option pour l'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée de son service d'assainissement. Cette décision prend effet à compter du 1er janvier 1993.

		A	B	C = A - B	D = A - C
Montant de l'investissement T.T.C.	Montant de l'investissement H.T.	T.V.A. déductible	T.V.A. à régulariser	T.V.A. nette récupérée	Complément à recevoir du F.C.T.V.A.
1 186 000	1 000 000	186 000	111 600 (1)	74 400	111 600

(1) $186\,000 \times 6/10 = 111\,600$

Les 6/10ème correspondant aux dixièmes restant à courir compte tenu du nombre d'années ou fractions d'année civile durant lesquelles l'immeuble a été utilisé pour les besoins d'une activité non soumise à la T.V.A. pendant quatre ans (1989-1990-1991-1992).

ANNEXE (suite)

Annexe 3

Fonds de compensation pour la T.V.A.

Précisions relatives aux comptes d'immobilisations en M14

ANNEXE (suite)

20-Immobilisations incorporelles**203-Frais d'études de recherche et de développement**

2031-Frais d'étude

2032-Frais de recherche et de développement

205-Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires**208-Autres immobilisations incorporelles****21-Immobilisations corporelles****211-Terrains**

2111-Terrains nus

2112-Terrains de voirie

[...]

213-Constructions

[...]

2132-Immeubles de rapport

[...]

Les frais enregistrés au compte 203 sont exclus du F.C.T.V.A.. Ils sont virés à la subdivision intéressée du compte 23 lors du lancement des travaux auxquels ils se rattachent par opération d'ordre budgétaire ; c'est à ce moment qu'ils peuvent bénéficier du F.C.T.V.A., selon le régime des frais accessoires. Ils doivent donc être suivis de la réalisation des travaux et cette opération principale doit elle-même être éligible au F.C.T.V.A..

Les logiciels constituent la seule dépense potentiellement éligible du compte 205. Les autres dépenses ne répondent pas à la condition de propriété (car il s'agit simplement de l'acquisition de démembrements du droits de propriété) et ne bénéficient pas d'une dérogation, comme c'est le cas des logiciels acquis (ceux créés sont inscrits au compte 2032). Les dépenses du compte 208 posent en général le même problème par rapport à la condition de propriété.

L'achat de terrains nus est en général hors taxe, ce qui exclut ces dépenses du F.C.T.V.A.. L'achat de terrains pour des opérations d'aménagement de zone doit être comptabilisé aux comptes de stocks. Seuls les communes et les départements peuvent être propriétaires de ce type de terrains ; pour les autres bénéficiaires, ces dépenses ne peuvent en principe exister.

Les dépenses inscrites sur ce compte sont a priori exclues du F.C.T.V.A. car elles correspondent à des biens loués, donc mis à disposition d'un tiers non bénéficiaire du fonds et/ou assujettis à la T.V.A. (Articles L. 1615-3 et L. 1615-7 du C.G.C.T.).

214-Constructions sur sol d'autrui

[...]

techniques

[...]

de défense civile

d'une mise à disposition

218-Autres immobilisations corporelles

aménagements divers

ni propriétaire, ni affectataire, ni bénéficiaire

[...]

exclues du F.C.T.V.A., car il s'agit de dépenses pour le compte de tiers. Ainsi, c'est à cette réalisées sur les biens pris à bail emphytéotique ou à bail

Seules les communes et les départements peuvent en puisqu'eux seuls sont propriétaires. Pour tous les autres bénéficiaires, ce type

désormais engager des dépenses nouvelles dans ce communes, E.P.C.I. et département gardent la la convention de mise à disposition et peuvent agir pour aussi s'équiper (extincteurs). Et les communes restent (CPI).

l'assiette du F.C.T.V.A.. Ce compte sert uniquement à mise à disposition (droits réels) au profit par exemple s'analyser comme un transfert de propriété.

Il s'agit alors de dépenses pour le compte d'un tiers, qui

ANNEXE (suite)

22-Immobilisations reçues en affectation

[...]

229-Droits de l'affectant

2291-Commune

2293-E.P.C.I.

2298-Autres

23-Immobilisations en cours**231-Immobilisations corporelles en cours**

[...]

2314-Constructions sur sol d'autrui

[...]

2317-Immobilisations reçues au titre
d'une mise à disposition

[...]

232-Immobilisations incorporelles en cours**237-Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations incorporelles**

Les dépenses inscrites à ce compte sont à exclure de l'assiette du F.C.T.V.A.. Ce compte sert uniquement à transcrire l'enrichissement patrimonial qui résulte de l'affectation (droits réels) au profit par exemple d'un groupement, sans que cet enrichissement puisse s'analyser comme un transfert de propriété.

L'affectation donne des droits moins importants que la mise à disposition, car le retour du bien est toujours prévu.

Ce compte traduit la créance dont bénéficie l'affectant sur l'affectataire.

Il doit donc être utilisé pour traduire l'enrichissement du patrimoine de l'affectant par les dépenses qu'il a engagées lui-même sur les biens remis en affectation.

Ce compte est exclu du F.C.T.V.A. (Voir commentaire du compte 214)

Ce compte est exclu du F.C.T.V.A. (Voir commentaire du compte 217)

Les dépenses inscrites sur ce compte peuvent ne pas satisfaire à la condition de propriété (Voir commentaires des comptes 203 et 208)

Ce compte est exclu du F.C.T.V.A. (Voir commentaires des comptes 203, 208 et infra 238)

238-Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations

affermées ou mises à disposition

[...]

45-Comptabilité distincte rattachée

457-Opérations d'investissement sur voirie communale effectuées par un

4571-Dépenses

48-Comptes de régularisation

481-Charges à répartir sur plusieurs

[...]

4814- Fonds de concours aux organismes

Les avances et acomptes sur commandes sont inéligibles au F.C.T.V.A. car l'enrichissement du patrimoine n'est

la règle du service fait.

Les avances et acomptes justifiés sont transportés lors de

intéressée du compte 21 si l'ouvrage est terminé ou au compte 231 ou 232 dans le cas contraire.

Les dépenses inscrites à ce compte sont exclues du

de l'actif net et du passif transférés lors d'une mise à disposition ou d'une affectation d'immobilisations et,

remettant ou l'affectant. Il représente donc la part des biens remis à un tiers dont le financement a été assuré

C'est à ce compte que sont retracées les opérations réalisées sur la voirie communale par un groupement de

En vertu du second alinéa de l'article L. 1615-2, modifié

groupements compétents en matière de voirie peuvent bénéficier directement du F.C.T.V.A. pour les dépenses

1997. Ces dépenses sont individualisées au compte 4571, qui sert de base pour la liquidation du F.C.T.V.A..

Les fonds de concours sur monuments historiques versés à l'Etat, qui sont éligibles au F.C.T.V.A. en vertu de

sont en principe des charges de fonctionnement. Mais ils peuvent, sous certaines conditions, être étalés sur

individualisés au compte 4814 et intégrés dans l'assiette du F.C.T.V.A..

ANNEXE (suite)

Annexe 4 T.V.A.

Fonds de compensation pour la

Schémas d'écritures comptables

ANNEXE (suite)

La comptabilisation en M14 des dépenses réalisées par des établissements publics de coopération intercommunale (E.P.C.I.) sur le patrimoine de leurs communes membres se fait de façon différente selon le cadre juridique dans lequel intervienne ces groupements. En effet, ils peuvent agir de deux façons :

- soit par voie de mandat : ils sont alors en principe intégralement remboursés de leur frais par les communes dans le patrimoine desquelles sont directement intégrés les travaux réalisés par l'E.P.C.I. mandataire, il s'agit d'opérations réalisées pour le compte de tiers ;
- soit dans le cadre de leurs compétences : ils interviennent alors sur les biens qui ont été mis à leur disposition par leurs communes membres, conformément à l'article L. 1321-1 du C.G.C.T., il s'agit d'opérations réalisées sur des biens reçus au titre d'une mise à disposition.

❶ PÉRATIONS RÉALISÉES POUR LE COMPTE DE TIERS

Lorsqu'une personne publique, telle qu'un E.P.C.I., réalise des dépenses d'investissement sur le patrimoine aux investissements dont la personne a la pleine propriété, une exception doit être faite pour les investissements relatifs aux biens reçus au titre d'une mise à disposition, qui doivent être imputés au compte 217 (voir infra point n°).

❶

Ces opérations sont individualisées au compte 45, qui peut comprendre les différents types d'opérations suivantes :

- les opérations sous mandat réalisées dans le cadre de la loi M.O.P. (Loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée), plusieurs communes membres par le groupement en-dehors de ses compétences statutaires, ainsi que des opérations réalisées par l'E.P.C.I. dans des domaines de sa compétence, mais pour des communes
- les opérations réalisées sur les établissements d'enseignement secondaire qui sont, en vertu de la loi, la individualisées au compte 456 ;
- dans ce domaine, individualisées au compte 457 ;
- propriété de la commune.

❷

Les dépenses liées à l'intervention d'une collectivité pour le compte d'une autre sont, par définition, financées par le tiers bénéficiaire.

du compte 45. En revanche, si le financement est réalisé au-delà de l'exercice, le tiers intervenant constate alors une créance immobilisée à l'encontre du tiers bénéficiaire.

ANNEXE (suite)

Lorsque le tiers intervenant prend en charge tout ou partie de l'opération, les conditions de cette prise en charge sont définies dans la convention de mandat et, lorsqu'il s'agit d'un E.P.C.I., font l'objet d'une délibération concordante de chacune des assemblées délibérantes des collectivités membres, à moins que les modalités de ce financement n'aient été définies dans les statuts.

La prise en charge s'analyse en ce cas comme une subvention du tiers intervenant à l'opération réalisée.

Les schémas d'écritures comptables qui suivent devraient vous permettre de retranscrire les différentes opérations pour le compte de tiers qui sont susceptibles d'être réalisées par un E.P.C.I.. Les exemples sont en effet différents selon les modalités de financement de l'opération pour le compte de tiers.

NOTA BENE : Les comptes dont le numéro est en italique et surligné en gris sont mouvementés par le comptable uniquement. Il s'agit d'opérations d'ordre non budgétaires, qui ne nécessitent pas l'accord de l'assemblée délibérante et qui n'apparaissent donc pas dans les documents budgétaires.

③ Transcription comptable des différentes opérations pour le compte de tiers

Exemple N° 1

Un E.P.C.I. effectue une opération sous mandat pour le compte d'une commune, qui finance l'intégralité de l'opération dans l'exercice.

Opération	Commune		E.P.C.I.	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Réalisation des travaux			4581-1 ^{1 2}	4041
Remise de l'ouvrage et financement par la commune après achèvement des travaux	21 ² 44351 ³	44351 515 ³	44342 515	4582-1 ^{1 2} 44342
Apurement de l'opération			4582-1 ³	4581-1 ³



Voir Nota bene ci-dessus

¹ Le dernier chiffre correspond au numéro de l'opération, numéro 1 dans l'exemple.

² Opération réelle. En italique est indiqué le compte mouvementé uniquement par le comptable.

³ Opération d'ordre non budgétaire mouvementée uniquement par le comptable

ANNEXE N° 1 (suite)

Exemple N° 2

% et la collectivité mandante finance à hauteur de 40 % par une avance. L'immobilisation est amortissable.

<i>Voir Nota bene page 3</i>		Commune		
Opération	Débit		Débit	Crédit
			4581-1 ^{1 2} : 100 000	4041 : 100 000
Versement par la commune de l'avance de 40 %	238 ¹ : 40 000	44351 : 40 000	44342 : 40 000	4582-1 ^{1 2} : 40 000
Constatation de la subvention du département			47134 : 50 000	4582-1 ^{1 2} : 50 000
Part financée par l'E.P.C.I.			65714 ^{3 4} ou : 10 000 6742	4582-1 ^{1 3} : 10 000
Intégration de l'immobilisation au patrimoine du mandant et apurement de l'opération dans les comptes du mandataire	21 ^{5 6} : 100 000	238 ^{5 6} : 40 000 1313 ⁵ : 50 000 1315 ⁵ : 10 000	4582-1 ⁷	4581-1 ^{1 7} : 100 000

compte de classe 13 (a contrario voir l'exemple N°5 pour les subventions globalisées).

¹ Opération réelle. En italique est indiqué le compte mouvementé uniquement par le comptable.

Le dernier chiffre correspond au numéro de l'opération, numéro 1 dans l'exemple

3

⁴ Utilisation du compte 65714 si l'opération pour compte de tiers relève des compétences du groupement (voirie, enseignement)

⁵ Opération d'ordre budgétaire à l'intérieur de la section d'investissement.

L'opération d'apurement du compte 238, par le débit du compte 21 ou du compte 231 constitue toujours une opération d'ordre budgétaire à l'intérieur de la section d'investissement.

Opération d'ordre non budgétaire, mouvementée uniquement par le comptable

ANNEXE (suite)

Exemple N° 3

L'opération bénéficie d'une subvention du département de 50 %, l'E.P.C.I. prend en charge 10 % de l'investissement, qu'il décide d'étaler. Il emprunte les 40 % restants sur une durée de 4 ans. La collectivité mandante finance à hauteur de 40 %, sur la même durée que l'emprunt. L'immobilisation est amortissable.

<input type="checkbox"/> Voir Nota bene page 3		Commune		E.P.C.I.	
Opération	Débit	Crédit	Débit	Crédit	
Réalisation des travaux			4581-1 ^{1 2} : 100 000	4041 : 100 000	
Mobilisation de l'emprunt par l'E.P.C.I.			47133 : 40 000	164 ² : 40 000	
Affectation de l'emprunt à l'opération et constatation de la créance sur la commune			27634 ³ : 40 000	4582-1 ^{1 3} : 40 000	
Subvention reçue du département			441 : 50 000	4582-1 ^{1 2} : 50 000	
Prise en charge de 10% par l'E.P.C.I.			6742 ^{4 5} ou : 10 000 65714	4582-1 ^{1 4} : 10 000	
Intégration de l'immobilisation dans le patrimoine de la commune	21 ³ ou : 100 000 231	1313 ³ : 50 000 1315 ³ : 10 000 16875 ³ : 40 000	4582-1 ^{1 6} : 100 000	4581-1 ^{1 6} : 100 000	
Remboursement du prêt par l'E.P.C.I.			164 ² : 10 000 661 ² : 2 000	47211 : 12 000	
Remboursement de la commune à l'E.P.C.I. mandataire	16875 ^{2 7} : 10 000	44351 : 10 000	44342 : 10 000	27634 ^{2 7} : 10 000	

¹ Le dernier chiffre correspond au numéro de l'opération, numéro 1 dans l'exemple.

² Opération réelle. En italique est indiqué le compte mouvementé uniquement par le comptable.

³ Opération d'ordre budgétaire à l'intérieur de la section d'investissement

⁴ Opération d'ordre budgétaire de section à section.

⁵ Utilisation du compte 65714 si l'opération pour compte de tiers relève des compétences du groupement (voirie, enseignement) ; compte 6742 dans le cas contraire.

⁶ Opération d'ordre non budgétaire, mouvementée uniquement par le comptable

⁷ Dans l'exemple, les intérêts de l'emprunt restent à la charge du groupement mandataire

ANNEXE (suite)

Exemple N° 4

Comme dans l'exemple N°3, l'opération bénéficie d'une subvention du département de 50 % et l'E.P.C.I. prend en charge 10 % de l'investissement qu'il décide d'étaler.

Toutefois, à la différence de l'exemple N°3, la commune avance au groupement le montant de la T.V.A., qu'elle récupérera ultérieurement par le biais du F.C.T.V.A..

Dans ce cas, la prise en charge de l'opération par la commune mandante doit être au moins égale au montant du F.C.T.V.A. dont la commune est susceptible de bénéficier. Ce versement doit intervenir dans l'exercice de réalisation des travaux, au moment choisi par les deux partenaires, en principe concomitamment. Ce versement s'analyse comme un acompte sur commande d'immobilisation. Le reste de l'opération est financée par un emprunt de l'E.P.C.I.. La commune mandante finance ce solde. L'immobilisation est amortissable.

Opération	Commune		E.P.C.I.	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Réalisation des travaux			4581-1 ^{1 2} : 100 000	4041 : 100 000
Versement par la commune de l'acompte équivalent au F.C.T.V.A.	238 ² : 16 176 La T.V.A. réellement payée est de 17 081, l'E.P.C.I. prend en charge le montant de T.V.A. qui ne sera pas compensé par le F.C.T.V.A. en raison de la réfaction européenne de 0,905 point	44351 : 16 176	44342 : 16 176	4582-1 ^{1 2} : 16 176
Emprunt mobilisé et affecté par l'E.P.C.I. et constatation de la créance sur la commune			47133 : 23 824 27634 ³ : 23 824	164 ² : 23 824 4582-1 ^{1 3} : 23 824
Subvention du département et prise en charge de 10% par l'E.P.C.I.			441 : 50 000 6742 ^{4 5} ou : 10 000 65714	4582-1 ^{1 2} : 50 000 4582-1 ^{1 4} : 10 000
Intégration de l'immobilisation dans le patrimoine de la commune	21 ³ ou : 100 000 231	1313 ³ : 50 000 1315 ³ : 10 000 16875 ³ : 23 824 238 ³ : 16 176	4582-1 ⁶ : 100 000	4581-1 ⁶ : 100 000
Remboursement du prêt par l'E.P.C.I. (annuité)			164 ² : 10 000 661 ² : 2 000	47211 : 12 000
Remboursement de la commune à l'E.P.C.I.	16875 ^{2 7} : 10 000	44351 : 10 000	44342 : 10 000	27634 ^{2 7} : 10 000
Encaissement du F.C.T.V.A. par la commune (en N+2)	47138 : 16 176	10222 ² : 16 176		

¹ Le dernier chiffre correspond au numéro de l'opération, numéro 1 dans l'exemple.

² Opération réelle. En italique est indiqué le compte mouvementé uniquement par le comptable.

³ Opération d'ordre budgétaire à l'intérieur de la section d'investissement

⁴ Opération d'ordre budgétaire de section à section.

⁵ Utilisation du compte 65714 si l'opération pour compte de tiers relève des compétences du groupement (voirie, enseignement) ; compte 6742 dans le cas contraire.

⁶ Opération d'ordre non budgétaire, mouvementée uniquement par le comptable

⁷ Dans l'exemple, les intérêts de l'emprunt restent à la charge du groupement mandataire

ANNEXE (suite)

Exemple N° 5

Travaux de voirie réalisés par une communauté de communes compétente, qui peut donc bénéficier pour cela du F.C.T.V.A. l'année même de la réalisation des dépenses éligibles.

L'opération est financée à 20% par le département et pour le reste par l'emprunt.

Opération	Commune		E.P.C.I.	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Réalisation des travaux			4571-1 ^{1 2} : 100 000	4041 ² : 100 000
Encaissement du F.C.T.V.A. par la communauté et affectation à l'opération			47138 : 16 176 10222 ³ : 16 176	10222 ² : 16 176 4572-1 ^{1 3} : 16 176
Mobilisation de l'emprunt par l'E.P.C.I. et affectation à l'opération			47133 : 63 824 65714 ⁴ : 63 824	164 ² : 63 824 4572-1 ^{1 4} : 63 824
Encaissement de la subvention du département et affectation à l'opération * Voir supra exemple N°2			47134 ⁵ ou : 120 000 441 1323 ³ : 20 000	1323 ² : 120 000 4572-1 ^{1 3} : 20 000
Le cas échéant étalement de la prise en charge			4815 ⁶ : 63 824	79 ⁶ : 63 824
Intégration de la voirie dans le patrimoine communal et apurement de l'opération par l'E.P.C.I.	2151 ³ : 100 000	1325 ³ : 100 000	4572-1 ^{1 7} : 100 000	4571-1 ^{1 7} : 100 000
Remboursement de l'emprunt			164 ⁸ : 4 255	47211 : 4 255
Amortissement de la charge étalée (au maximum sur 15 ans)			6812 ⁴ : 4 255	4815 ⁴ : 4 255

La subvention du département est une subvention globalisée, commune à plusieurs opérations, dont seulement 20 000 F sont affectés à l'opération de voirie.

¹ Le dernier chiffre correspond au numéro de l'opération, numéro 1 dans l'exemple.

² Opération réelle. En italique est indiqué le compte mouvementé uniquement par le comptable.

³ Opération d'ordre budgétaire à l'intérieur de la section d'investissement

⁴ Opération d'ordre de section à section. Participe à l'autofinancement.

⁵ Le compte 47134 est utilisé seulement si la subvention est versée par le département avant l'émission du titre de recette par l'E.P.C.I.. Dans le cas contraire c'est le compte 441 qui doit être utilisé.

⁶ Opération d'ordre de section à section. Vient en déduction de l'autofinancement.

⁷ Opération d'ordre non budgétaire, mouvementée uniquement par le comptable.

⁸ Opération réelle. Les intérêts s'imputent au compte 661. En italique est indiqué le compte mouvementé uniquement par le comptable.

ANNEXE (suite)

OPÉRATIONS RÉALISÉES SUR DES IMMOBILISATIONS REÇUES AU TITRE D'UNE MISE À DISPOSITION

① Définition de la mise à disposition

En vertu de l'article L. 1321-1 du C.G.C.T., tout transfert de compétence emporte nécessairement mise à disposition au nouveau titulaire des biens meubles et immeubles utilisés pour l'exercice de cette compétence.

Cette mise à disposition, qui ne doit pas être confondue avec la notion utilisée pour le F.C.T.V.A., emporte transfert des droits et obligations du propriétaire. Il ne s'agit donc pas d'un transfert de propriété, mais seulement de l'acquisition, par le nouveau titulaire de la compétence, de droits réels sur le patrimoine de l'ancien titulaire de la compétence.

Par conséquent, toutes les adjonctions de valeur réalisées sur le bien constituent un enrichissement du patrimoine du propriétaire, mais également du patrimoine du nouveau titulaire de la compétence.

S'agissant des relations entre les E.P.C.I. et leurs communes membres, la M14 permet dorénavant d'individualiser ces flux patrimoniaux. Ainsi, l'E.P.C.I., compétent pour agir, va enrichir le patrimoine de ses communes membres, qui sont restées pleinement propriétaires, et celles-ci vont automatiquement lui octroyer une mise à disposition de cet équipement valorisé, les droits de l'E.P.C.I. sur le bien sont donc plus importants.

② Transcription comptable des différentes opérations sur biens reçus au titre d'une mise à disposition

Exemple N° 1

La commune met à disposition du groupement un bien d'une valeur de 100 000 F.

Opération	Commune		E.P.C.I.	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Mise à disposition ¹	2423 : 100 000	21 : 100 000	217 : 100 000	1027 : 100 000

Exemple N°2

L'E.P.C.I. réalise des travaux d'extension sur le bien pour 30 000 F, en accord ou à la demande de la commune, en dehors de l'exercice de la compétence au titre de laquelle le bien lui a été mis à disposition. La commune doit alors financer l'intégralité de l'opération. Il s'agit donc, dans ce cas, d'une opération pour le compte de tiers, et le schéma est similaire à celui utilisé dans l'exemple N°1 du point ①.

Dans ce cas, la commune propriétaire perçoit le F.C.T.V.A. deux ans après l'intégration dans son patrimoine.

Opération	Commune		E.P.C.I.	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Réalisation des travaux			4581-1 : 30 000	4041 : 30 000
Remise de l'ouvrage et financement par la commune après achèvement des travaux	21 : 30 000 44351 : 30 000	44351 : 30 000 515 : 30 000	44342 : 30 000 515 : 30 000	4582-1 : 30 000 44342 : 30 000
Apurement de l'opération			4582-1 : 30 000	4581-1 : 30 000

¹ Opérations d'ordre budgétaire

ANNEXE (suite)

Exemple N°3

L'E.P.C.I. réalise des travaux d'extension sur le bien pour 30 000 F, dans l'exercice de la compétence au titre de laquelle le bien lui a été mis à disposition. La commune intègre les travaux achevés au vu d'un état établi par le groupement et constate simultanément la mise à disposition de l'E.P.C.I. de cette adjonction patrimoniale.

L'intégration de ces travaux dans le patrimoine de la commune, qui permettra l'attribution du F.C.T.V.A. à cette dernière, se traduit par une réduction de la dotation (Compte 1021) dans la comptabilité de l'E.P.C.I. et une augmentation de la dotation dans les comptes de la commune.

Inversement, la mise à disposition de cette adjonction par la commune à l'E.P.C.I. donne lieu à réduction de la dotation dans la comptabilité de la commune et augmentation de la dotation dans la comptabilité de l'E.P.C.I.. La procédure est donc neutre pour la dotation de chacun des partenaires.

La valeur des biens mis à disposition, retracée au compte 217 a été actualisée dans les comptes de l'E.P.C.I. du montant des travaux. Le compte 1027, dans la comptabilité de l'E.P.C.I. et le compte 2423, dans celle de la commune, qui retracent les droits de la commune sur l'E.P.C.I. au titre de la mise à disposition, n'ont pas été modifiés puisque c'est l'E.P.C.I. qui a intégralement financé les travaux. Ces comptes retracent donc la valeur initiale des biens mis à disposition, qui avaient été financés par la commune.

Opération	Commune		E.P.C.I.	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Réalisation des travaux et financement			2317 ¹ : 30 000 4041 : 30 000	4041 : 30 000 515 : 30 000
Intégration dans le patrimoine de la commune et mise à disposition immédiate à l'E.P.C.I.	21 ² : 30 000 1021 ² : 30 000	1021 ² : 30 000 21 ² : 30 000	1021 ² : 30 000 217 ² : 30 000	2317 ² : 30 000 1021 ² : 30 000
Attribution du F.C.T.V.A.	47138 : 4 852,80	10222 ³ : 4 852,80		

Exemple N°4

L'E.P.C.I. réalise des travaux d'extension sur le bien pour 30 000 F, dans l'exercice de la compétence au titre de laquelle le bien lui a été mis à disposition. Il règle donc l'intégralité des travaux.

Toutefois, la commune lui rembourse, lors de la remise des travaux, le montant qu'elle pourrait percevoir au titre du F.C.T.V.A., deux ans après la réalisation des dépenses. Ce remboursement ne conditionne pas l'éligibilité au F.C.T.V.A..

¹ Opération réelle - Emission d'un mandat

² Opérations d'ordre budgétaire

³ Opération réelle

ANNEXE (suite)

Par conséquent le groupement fait à la commune, pendant la durée des travaux, l'avance du montant de la T.V.A.. L'E.P.C.I. prend en charge le montant de T.V.A. qui ne sera pas compensé à la commune par le F.C.T.V.A. en raison de la réfaction européenne de 0,905 point.

<input type="checkbox"/> <i>Voir Nota bene page 3</i> Opération	Commune		E.P.C.I.	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Réalisation des travaux et paiement			2317 ¹ : 30 000 4041 : 30 000	4041 : 30 000 515 : 30 000
Remise des travaux par l'E.P.C.I. et intégration dans le patrimoine de la commune	21 ² : 25 147,20 21 ¹ : 4 852,80	1021 ² : 25 147,20 44351 : 4 852,80	1021 ² : 25 147,20 44342 : 4 852,80	2317 ² : 25 147,20 2317 ³ : 4 852,80
Paieement par la commune du montant correspondant au F.C.T.V.A. qui lui sera versé	44351 : 4 852,80	515 : 4 852,80	515 : 4 852,80	44342 : 4 852,80
Mise à disposition immédiate du bien à l'E.P.C.I.	1021 ² : 25 147,20 2423 ² : 4 852,80	21 ² : 25 147,20 21 ² : 4 852,80	217 ² : 25 147,20 217 ² : 4 852,80	1021 ² : 25 147,20 1027 ² : 4 852,80
Encaissement du F.C.T.V.A.	47138 : 4 852,80	10222 ⁴ : 4 852,80		

Le dispositif est analogue à celui de l'exemple N°3, toutefois la remise des travaux s'accompagnant du versement, par la commune d'une somme équivalente au montant du F.C.T.V.A., dans les deux comptabilités, le compte 1021 n'est mouvementé que pour la différence entre le montant des travaux et le montant réglé par la commune.

La valeur des biens mis à disposition, retracée au compte 217 dans la comptabilité de l'E.P.C.I., a été actualisée du montant total des travaux. Pour retracer l'augmentation des droits de la commune sur le patrimoine de l'E.P.C.I., au titre des biens mis à disposition, le compte 2423, dans la comptabilité de la commune, et le compte 1027, dans la comptabilité de l'E.P.C.I., sont mouvementés de la part des travaux pris en charge par la commune.

Exemple N°5

L'E.P.C.I. réalise des travaux d'extension sur le bien pour 30 000 F, dans l'exercice de la compétence au titre de laquelle le bien lui a été mis à disposition. Il règle donc l'intégralité des travaux.

¹ Opération réelle - Emission d'un mandat

² Opération d'ordre budgétaire

³ Opération réelle - Emission d'un titre de recettes

ANNEXE (suite)

A la différence de l'exemple N°4, la commune, avant la remise des travaux, fait l'avance à l'E.P.C.I. du montant qu'elle pourrait percevoir au titre du F.C.T.V.A., deux ans après la réalisation des dépenses. Cette avance, comme précédemment, ne conditionne pas l'éligibilité au F.C.T.V.A..

<input type="checkbox"/> <i>Voir Nota bene page 3</i>	Commune		E.P.C.I.	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Réalisation des travaux et paiement			2317 ¹ : 30 000 4041 : 30 000	4041 : 30 000 515 : 30 000
Avance par la commune du montant équivalent au F.C.T.V.A.	27638 ¹ : 4 852,80 l'E.P.C.I. prend en charge le montant de T.V.A. qui ne sera pas compensé à la commune par le F.C.T.V.A. en raison de la réfaction européenne de 0,905 point	44351 ou : 4 852,80 47138	44342 : 4 852,80	16874 ² : 4 852,80
Remise des travaux par l'E.P.C.I. et intégration dans le patrimoine de la commune	21 ³ : 25 147,20 21 ³ : 4 852,80	1021 ³ : 25 147,20 27638 ³ : 4 852,80	1021 ³ : 25 147,20 16874 ³ : 4 852,80	2317 ³ : 25 147,20 2317 ³ : 4 852,80
Mise à disposition immédiate du bien à l'E.P.C.I.	1021 ³ : 25 147,20 2423 ³ : 4 852,80	21 ³ : 30 000	217 ³ : 30 000	1021 ³ : 25 147,20 1027 ³ : 4 852,80
Encaissement du F.C.T.V.A.	47138 : 4 852,80	10222 ² : 4 852,80		

La commune a donc une créance (Compte 2763) sur l'E.P.C.I., égale au montant du F.C.T.V.A., à valoir sur les travaux et l'E.P.C.I. a une dette (Compte 16874) à l'égard de la commune. Les comptes 2763 et 16874 sont soldés lors de la remise des travaux.

Dans les deux comptabilités, le compte 1021 n'est mouvementé que pour la différence entre le montant des travaux et le montant réglé par la commune.

La valeur des biens mis à disposition, retracée au compte 217 dans la comptabilité de l'E.P.C.I., a été actualisée du montant total des travaux.

Pour retracer l'augmentation des droits de la commune sur le patrimoine de l'E.P.C.I., au titre des biens mis à disposition, le compte 2423, dans la comptabilité de la commune, et le compte 1027, dans la comptabilité de l'E.P.C.I., sont mouvementés de la part des travaux pris en charge par la commune.

Exemple N°6

L'E.P.C.I. réalise des travaux d'extension sur le bien pour 30 000 F, dans l'exercice de la compétence au titre de laquelle le bien lui a été mis à disposition. Il règle donc l'intégralité des travaux.

¹ Opération réelle - Emission d'un mandat

² Opération réelle - Emission d'un titre de recettes

³ Opération d'ordre budgétaire

ANNEXE (suite et fin)

A la différence des exemples N°4 et N°5, c'est l'E.P.C.I. qui prend en charge le montant de la T.V.A., jusqu'au versement du F.C.T.V.A. à la commune. C'est à ce moment que la commune versera à l'E.P.C.I. le montant qu'elle aura perçu au titre du F.C.T.V.A., deux ans après la réalisation des dépenses. Cette avance, comme précédemment, ne conditionne pas l'éligibilité au F.C.T.V.A..

Opération	Commune		E.P.C.I.	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Réalisation des travaux et paiement			2317 ¹ : 30 000 4041 : 30 000	4041 : 30 000 515 : 30 000
Remise des travaux par l'E.P.C.I. et intégration dans le patrimoine de la commune	21 ² : 30 000	1021 ² : 25 147,20 16875 ² : 4 852,80	1021 ² : 25 147,20 27634 ² : 4 852,80	2317 ² : 30 000
Mise à disposition immédiate du bien à l'E.P.C.I.	1021 ² : 25 147,20 2423 ² : 4 852,80	21 ² : 30 000	217 ² : 30 000	1021 ² : 25 147,20 1027 ² : 4 852,80
Encaissement du F.C.T.V.A.	47138 : 4 852,80	10222 ³ : 4 852,80		
Versement par la commune de la somme équivalente au F.C.T.V.A.	16875 ¹ : 4 852,80 44351 : 4 852,80	44351 : 4 852,80 515 : 4 852,80	44342 : 4 852,80 515 : 4 852,80	27634 ³ : 4 852,80 44342 : 4 852,80

A la remise des travaux, l'E.P.C.I. a donc une créance (Compte 2763) sur la commune, égale au montant du F.C.T.V.A., et la commune a une dette (Compte 16874) à l'égard de l'E.P.C.I.. Les comptes 2763 et 16874 sont soldés lors du versement par la commune de la somme égale au montant de la T.V.A. qu'elle a récupérée par le F.C.T.V.A..

Dans les deux comptabilités, le compte 1021 n'est mouvementé que pour la différence entre le montant des travaux et le montant réglé par la commune.

La valeur des biens mis à disposition, retracée au compte 217 dans la comptabilité de l'E.P.C.I., a été actualisée du montant total des travaux.

Pour retracer l'augmentation des droits de la commune sur le patrimoine de l'E.P.C.I., au titre des biens mis à disposition, le compte 2423, dans la comptabilité de la commune, et le compte 1027, dans la comptabilité de l'E.P.C.I., sont mouvementés de la part des travaux pris en charge par la commune.

¹ Opération réelle - Emission d'un mandat

² Opération d'ordre budgétaire

³ Opération réelle - Emission d'un titre de recettes